



ARRÊTÉ N° 91-E- 90 du 17 JAN. 1991

D.R.A.G.

4ème Bureau

SB/PB

~~portant~~ autorisant la S.A. SIRAGA-Industries à poursuivre et à étendre
les activités exercées dans son entreprise située Zone Industrielle
"La Folie" à BUZANCAIS.

LE PREFET,

Vu la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 88-E-2132 du 10 Octobre 1988 autorisant la Société SIRAGA Industries à poursuivre et à étendre l'exploitation de son usine située sur la Zone Industrielle de BUZANCAIS ;

Vu la demande présentée par M. le Directeur de la Sté SIRAGA Industries en vue d'être autorisé à exploiter une unité de dégraissage phosphatation par immersion des métaux dans l'usine qu'il exploite à BUZANCAIS, sur la Zone Industrielle de "La Folie" ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée à la mairie de BUZANCAIS, du 17 Septembre au 17 Octobre 1990 ;

Vu l'avis émis par le Commissaire-Enquêteur en date du 7 Novembre 1990 ;

Vu les avis émis par les Chefs de Service techniques consultés au cours de l'instruction du dossier ;

Vu l'avis émis par le Conseil Municipal de BUZANCAIS, le 21 Septembre 1990 ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées, en date du 3 Décembre 1990 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, le 20 Décembre 1990 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à M. le Directeur de la Sté SIRAGA, le 27 Décembre 1990 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

.../...

ARRETE

Article 1er - La S.A. SIRAGA INDUSTRIES dont le siège social est Zone Industrielle de BUZANCAIS (36500) est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation de son établissement situé à la même adresse à l'intérieur des parcelles cadastrées section AT n° 56, 57, 61, 66, 75, 76, 89, 112, 115 et 116.

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté pour l'exercice des activités suivantes :

.../...

Rubriques	Activités	Classement
88-1	Dépôt de bromure de méthyle, la quantité emmagasinée étant supérieure à 500 kg (environ 9 t en conteneurs et bouteilles de 8 à 420 kg)	A
288-1	Traitement chimique des métaux pour le dégraissage et la phosphatation, le volume de la cuve de traitement étant supérieur à 1500 litres (6000 litres)	A
405-B-1-A	Application à froid de peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, l'application étant réalisée par pulvérisation et la quantité de peinture utilisée journalièrement étant même exceptionnellement supérieure à 25 litres (70 l/j environ)	A
1 bis	Emploi de matières abrasives (sablage au corindon)	D
18 bis.2	Emploi d'acide fluorhydrique en solution aqueuse (1 réservoir de 250 kg de mélange aqueux)	D
211-B-2	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés (oxyde d'éthylène) la capacité nominale du dépôt étant comprise entre 2500 kg et 25000 kg (8500 kg en bouteilles de 4 et 110 kg avec quelques conteneurs de 725 kg)	D
253-B	Dépôt aérien de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité emmagasinée étant comprise entre 10 et 100 m ³ (dépôt en fûts de peintures, diluants et apprêts de point éclair 25°C - capacité 10 tonnes)	D

../..

Rubriques	Activités	Classement
253.C	Dépôt de fuel domestique, la quantité emmagasinée étant comprise entre 30 et 300 m ³ (1 cuve aérienne de 35 m ³ et 1 cuve enterrée de 6 m ³)	D
282	Travail mécanique des métaux et alliages par décolletage, fraisage, contournage, meulage, perçage, sciage et tous procédés de mécanique analogues lorsque le nombre d'ouvriers est supérieur à 15 (maxi 40)	D
289-2	Revêtement métallique d'un matériau quelconque par pulvérisation de métal fondu (zinc)	D A 9
406-1-a	Cuisson ou séchage des vernis, peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, le séchage étant effectué dans une enceinte dont la température ambiante ne dépasse pas 80°C	D

Article 2 - L'arrêté n° 88-E-2132 du 10 Octobre 1988 autorisant la **S.A. SIRAGA INDUSTRIES** à exercer ses activités est abrogé. Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles prescrites par l'arrêté précédent.

Article 3 - Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations de l'établissement qu'elles soient ou non mentionnées dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 4 - Prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement :

1.1. Implantation :

L'établissement sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

1.2. Prévention de la pollution atmosphérique :

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments, à la beauté des sites.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

1.3. Prévention des bruits :

- Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.
- Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc...) sont interdits entre 20 h et 7 h.
- Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement leur sont applicables.
- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).
- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la préservation ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

- Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera conformément aux dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 précité. Les niveaux sonores mesurés dans ces conditions ne devront pas dépasser, en limite de propriété, les valeurs suivantes :

• De jour (7 H 00 à 20 H 00)	65 dBA
• En périodes intermédiaires (6 H 00 à 7 H 00 et 20 H 00 à 22 H 00)	60 dBA
• De nuit (22 H 00 à 6 H 00)	55 dBA

- L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

- L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1.4. Prévention de la pollution des eaux :

- L'établissement disposera d'un réseau séparatif permettant de collecter d'une part les eaux non polluées (pluviales, eau refroidissement...) qui seront dirigées directement dans le milieu naturel, et d'autre part les eaux résiduaires.
- Les eaux vannes (sanitaires, cuisines, éventuellement lavages à l'aide de lessives biodégradables à au moins 90 %) seront raccordées au réseau de traitement individuel (fosse sceptique). Elles devront être raccordées dès création d'un réseau eaux usées par la ville de **BUZANCAIS**.
- La totalité des eaux résiduaires industrielles de l'établissement seront intégralement récupérées dans des bacs ou cuves étanches spécialement prévues à cet effet puis reprises par un centre collecteur agréé en vue de leur traitement ou élimination sinon elles devront faire l'objet d'un traitement approprié avant rejet au milieu naturel ou au réseau eaux usées éventuellement créé par la ville de **BUZANCAIS**. Tout rejet au réseau eaux usées devra alors, dans ce cas, au préalable faire l'objet d'un accord auprès des Services Techniques de la ville.

.../...

- . Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversements de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux usées ou les milieux naturels (rivières, lacs...). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux dispositions de l'instruction du 6 Juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- . Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
 - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
- . La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.
- . Toutes dispositions seront prises pour que, en cas d'incendie, l'établissement puisse très rapidement être mis en rétention afin de retenir la totalité des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie de l'établissement (vannes, dispositifs d'obturation réserves de terres meubles pouvant être rapidement mis en oeuvre afin éventuellement d'obturer les fossés, cuvettes d'écoulement, etc...).
- . L'exploitant devra tenir à jour un plan de l'établissement sur lequel devront apparaître les réseaux d'eaux ainsi que les sources et la circulation des eaux de toutes origines.
- . Conformément aux dispositions du décret n° 77-1554 du 28 Décembre 1977 (J.O. du 18 Janvier 1978, la biodégradabilité des détergents utilisés sera égale ou supérieure à 90 %.

1.5. Déchets :

- a) L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

- b) Dans l'attente de leur enlèvement, les déchets (bidons, chiffons, papiers..) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés dans des récipients étanches ou par tous moyens appropriés aux risques.

.../..

On disposera, à proximité, d'extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

Les déchets liquides, boues de peintures et bains usés de traitement seront intégralement recueillis et stockés dans des récipients étanches.

c) Huiles usagées :

Conformément au décret du 21 Novembre 1979 modifié par le décret n° 85-387 du 29.3.85 les huiles usagées seront remises à un ramasseur ou un éliminateur agréé.

1.6. Contrôles et analyses :

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires pris au titre de la législation sur les Installations Classées. Les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

1.7. Nuisances accidentelles :

En cas de nuisances accidentelles l'exploitant adressera sous 15 jours au Service des Installations Classées un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui sont prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

1.8. Installations électriques :

Les installations électriques seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1.9 Prévention des risques d'incendie et d'explosion :

Les installations électriques situées à l'intérieur des locaux présentant des risques d'incendie ou d'explosion seront élaborées, réalisées et entretenues conformes aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 joint au présent arrêté et portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie tels que : poste d'eau, extincteurs... judicieusement répartis.

Les extincteurs seront maintenus dégagés et visiblement signalés.

Les moyens de lutte contre l'incendie et toutes les installations intéressant la sécurité seront vérifiés au moins une fois par an par un technicien compétent. Les dispositifs et en particulier les robinets d'incendie armés devront être maintenus hors gel.

Une consigne prévoyant la conduite à tenir et l'organisation de l'établissement en cas d'incendie sera affichée.

Le personnel sera périodiquement entraîné à l'application de la consigne.

Un contact sera établi avec le corps local des Sapeurs Pompiers afin d'organiser une manœuvre d'extinction et la détermination des moyens à engager en cas d'incendie de l'établissement.

Il est interdit de fumer, de faire du feu ou d'en introduire sous une forme quelconque dans les dépôts de liquides inflammables et dans les ateliers présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Ces interdictions seront affichées en caractères visibles dans les dépôts et ateliers et sur les portes d'entrée avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

1.10. Hygiène et sécurité des salariés :

L'exploitant devra se conformer aux dispositions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des salariés.

Article 5 - Prescriptions particulières applicables au dépôt de bromure de méthyle :

- . Le local du dépôt sera situé au rez-de-chaussée, il ne sera pas surmonté de locaux habités ou occupés et ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.
- . Les éléments de construction du local présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :
 - paroi coupe-feu de degré 1 heure,
 - couverture incombustible.
- . Le sol sera imperméable et incombustible. Il sera disposé de manière à éviter tout déversement accidentel de liquide à l'extérieur (cuvette de rétention ou tout dispositif équivalent).
- . La porte s'ouvrira dans le sens de la sortie. Elle sera maintenue fermée à clef en dehors des nécessités du service.
- . Le dépôt sera largement ventilé soit par des ouvertures percées à la partie supérieure, soit par une cheminée de section suffisante s'élevant au-dessus des immeubles voisins. Une prise d'air frais, percée à la partie inférieure et protégée par un grillage, assurera une ventilation efficace.
- . Le bromure de méthyle stocké à l'intérieur du dépôt sera conditionné uniquement en récipients métalliques correspondant à un type agréé de capacité n'excédant pas 425 kg. Ces récipients porteront une étiquette indiquant en caractères apparents la nature du liquide contenu.

La quantité de bromure de méthyle présente dans ce dépôt n'excèdera pas 9 tonnes.

.../...

Aucun autre produit, objet ou matériel autre que nécessaire à l'exploitation ne seront stockés à l'intérieur de ce dépôt. En particulier, il est interdit d'y déposer même provisoirement des matières ou des gaz inflammables comprimés ou liquéfiés.

- . Le dépôt sera surveillé et tout récipient défectueux sera immédiatement évacué.
- . Le dépôt sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie tel que extincteurs, sable meuble. Des dispositions seront prises pour garantir le dépôt ou l'évacuer en temps utile et rapidement en cas d'incendie au voisinage.
- . Seront disposés à l'intérieur ou à proximité du dépôt des masques en nombre suffisants et d'un modèle efficace. Ces masques seront périodiquement contrôlés et le personnel sera entraîné à leur emploi.

Article 6 - Prescriptions particulières applicables à l'atelier d'application et de séchage des peintures et vernis à base de liquides inflammables :

1) Tous les éléments de construction de la cabine seront en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré deux heures. La ventilation sera assurée par des bouches situées vers le bas.

2) Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement seront métalliques ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré une heure. Si ces locaux sont occupés ou habités par des tiers, elle sera coupe-feu de degré deux heures.

3) La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier ; ces vapeurs seront refoulées au dehors par une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, l'atelier sera largement ventilé mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

4) Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres, etc...) pourra être exigé, si en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou les poussières.

5) En aucun cas les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

6.a) On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs de manière à éviter toute accumulation de poussières et peinture sèche susceptible de s'enflammer ; ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampes à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

.../...

6.b) On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours.

6.c) L'application de vernis à base d'huiles siccatives est interdite dans l'atelier.

7) L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'Inspecteur à l'exploitant ; celle-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - N.C. du 30 Avril 1980).

8) Toutes les parties métalliques (éléments de construction, hottes ou conduits, objets à vernir, supports et appareils d'application par pulvérisation) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

9) Un coupe-circuit multipolaire, placé au-dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs en cas de début d'incendie.

10) Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

11) Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure n'excédant pas 150°C.

La chaudière sera située dans un local extérieur à l'atelier si ce local est contigu à l'atelier d'application, il en sera séparé par une cloison pleine de résistance coupe-feu de degré deux heures.

.../...

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

12) Les opérations de chauffage et d'application ne pourront être réalisées simultanément. Les fours de séchage devront être arrêtés ou refroidis avant de procéder à la pulvérisation.

Article 7 - Prescriptions particulières applicables à l'atelier de dégraissage phosphatation :

L'atelier comportera uniquement un bain mort de capacité 10 m³ destiné au trempage des pièces à traiter.

Cet atelier est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 Septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface et en particulier aux prescriptions qui suivent :

1 - Prévention de la pollution des eaux :

Tout déversement ou tout rejet direct d'eaux résiduelles dans le milieu naturel est interdit.

a) Prévention de la pollution accidentelle :

Les appareils (cuves, canalisation, stockage, etc...) susceptibles de contenir des produits de traitement à l'état concentré ou en solution dans l'eau seront construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide.

Le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant les produits de traitement à une concentration supérieure à 1 gramme par litre sera muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuvette de rétention ou à diriger tout écoulement accidentel vers une cuve de rétention étanche.

Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve de solution concentrée située dans l'emplacement à protéger, sans être inférieure à la moitié du volume total stocké.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons.

Les cuvettes de rétention et circuits destinés à recevoir des solutions ou effluents incompatibles devront être totalement indépendants (par exemple : sulfures et acides...).

L'alimentation en eau de l'atelier sera munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif sera proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

.../...

Le bon état des cuves de traitement, de leurs annexes, des stockages de solutions concentrées et des canalisations sera vérifié périodiquement par l'exploitant ou un préposé responsables nomément désigné par celui-ci. En particulier, cette vérification sera effectuée avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant ou le préposé devra fréquemment s'assurer que les dispositifs de rétention prévus ci-dessus sont vides.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité seront établies pour l'atelier. Ces consignes spécifieront :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité.
- Les conditions d'utilisation des produits de traitement.

b) Prévention de la pollution des eaux :

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées toutes indications utiles concernant les baignoires de traitement.

Les traitements seront réalisés exclusivement par procédé dit de "bain mort". Il ne sera procédé à aucun rinçage des pièces traitées. Ces pièces seront égouttées au dessus du bain ou d'un dispositif permettant la récupération intégrale des égouttures. Les baignoires ne seront pas diluées ni régénérées par liaison directe.

Tous les effluents (baignoires usées, égouttures, eaux de lavage, écoulements accidentels...) provenant de l'atelier de traitement de surface seront collectés et stockés séparément à l'intérieur de fûts ou réservoirs spécialement prévus à cet effet.

Le transfert de ces effluents dans les récipients de stockage sera réalisé sous conduite fermée ou par tout procédé permettant d'éviter, lors des opérations de transfert, le déversement des produits au milieu naturel en cas d'incident.

Le stockage de ces effluents sera réalisé sur une aire étanche formant rétention aménagée de la manière suivante :

- les produits incompatibles ne devront pas pouvoir en cas d'écoulement entrer en contact.
- Le volume de chaque rétention sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs :
 - . Le plus grand réservoir affecté à cette rétention
 - . 50 % du volume maximal de stockage associé à cette rétention.
- Les eaux pluviales ne devront pas s'accumuler dans les rétentions.

.../...

Les effluents stockés seront évacués vers une installation autorisée, au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, pour traiter de tels produits. L'exploitant demeure responsable de ses effluents jusqu'à leur prise en charge par l'entreprise dûment autorisée devant procéder à son élimination. A chaque cession pour l'élimination des produits, l'exploitant devra obtenir un bordereau de prise en charge qu'il devra conserver.

L'exploitant est tenu d'indiquer à l'entreprise la nature des polluants susceptibles d'être contenus dans ces eaux et bains usés ainsi que leur composition approximative. Ces indications seront portées de manière lisible sur les fûts et bacs stockés.

c) Contrôles :

L'exploitant procèdera, sous sa responsabilité, à un contrôle et enregistrement sur un registre spécialement prévu à cet effet des volumes d'eaux et de bains utilisés par l'atelier de traitement des pièces ainsi que les volumes récupérés et stockés.

La concordance entre ces volumes, notés sur le registre prévu à cet effet et les volumes confiés et traités par les entreprises extérieures citées dans le paragraphe précédent, sera vérifiée par l'exploitant. Celui-ci devra veiller à ce que la totalité des eaux de rinçage, lavage et traitement de son atelier de traitement ait été intégralement récupérée, stockée et traitée. Toute anomalie ainsi constatée devra être immédiatement signalée à l'Inspecteur des Installations Classées.

Le registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

d) Règles d'exploitation :

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes d'exploitation seront établies. Ces consignes devront prévoir notamment :

- . Les conditions de traitement des pièces de régénération des bains et de stockage des produits.
- . La conduite à tenir en cas d'anomalies de fonctionnement de l'atelier.

2 - Prévention de la pollution de l'air :

Les émissions de gaz, vapeurs, vésicules émises au-dessus des bains seront captées au mieux. Les systèmes de captation seront conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz et vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les vapeurs de gaz ainsi aspirés seront si nécessaire épurés au moyen de techniques adaptées (laveur de gaz, dévésiculeurs, etc...).

.../...

Les systèmes de captation et de traitement seront, si nécessaire, séparatifs afin d'empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les débits de ventilation devront permettre de respecter les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs à l'atmosphère seront aussi faibles que possible et devront respecter au moins les limites suivantes :

Acidité totale exprimée en H^+ : 0,5 mg/Nm³
Alcalins exprimés en OH^- : 10 mg/Nm³

Si nécessaire, un contrôle des performances effectives de systèmes en place pourra être réalisé sur simple demande de l'Inspecteur des Installations Classées, les frais seront à la charge de l'exploitant.

Article 8 - Prescriptions particulières applicables au dépôt d'oxyde d'éthylène :

Le dépôt d'oxyde d'éthylène devra présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs coupe-feu de degré une heure ;
- toiture en matériaux légers, classés au moins M 2 (difficilement inflammables) et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui doivent être ignifugées.

Le sol du stockage doit être horizontal, réalisé en matériaux M0 (incombustibles) ou en revêtement bitumeux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25p.100 au moins de son périmètre.

Dans un local fermé, des ouvertures placées en partie haute et en partie basse, d'une section unitaire de 16 décimètres carrés au moins, doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace.

Si la circulation de véhicules est possible aux abords du dépôt, une zone de protection de 5 m doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, haies, etc).

Dans cette zone de protection les matériels électriques doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 Juillet 1978.

Les conducteurs électriques doivent être ceux prévus par la norme NFC 15-100 pour les locaux présentant des dangers d'explosion.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Les bouteilles ne doivent pas être placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50°C.

Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et en général, tout déchet combustible.

Le stockage d'aucun autre produit que l'oxyde d'éthylène ne sera admis à l'intérieur du dépôt.

Le dépôt comportera au moins un détecteur de gaz ou tout dispositif équivalent asservi à une alarme et réglé de manière à détecter toute présence de gaz dépassant 60 % de la limite inférieure d'explosibilité.

Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux bouteilles.

La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

On doit disposer, à proximité du dépôt, d'au moins deux extincteurs à poudre portatifs homologués NF MIH 89 C.

Ce dispositif sera complété par :

- . 1 poste d'eau équipé d'un tuyau et d'une lance à eau dont le robinet de commande sera très facile d'accès,
- . 1 rampe d'arrosage fixe disposée de façon à permettre la réalisation d'un brouillard d'eau pulvérisée couvrant l'ensemble du local.
- . 1 réserve de sable meuble d'au moins 1 m³.

Le dépôt ne doit pas être chauffé par des appareils à flamme ou à incandescence.

Il est interdit de pénétrer avec du feu ou de fumer dans la zone de protection du stockage. Cette interdiction doit être signalée par tout moyen approprié permettant d'avertir toute personne se dirigeant vers le dépôt.

Si des engins motorisés et des véhicules routiers, appelés à pénétrer dans le dépôt sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules doivent faire l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

.../...

Article 9 - Prescriptions particulières applicables à l'atelier de chaudronnerie, travail des métaux :

L'atelier sera construit de façon à éviter au maximum la diffusion des bruits au voisinage (éclairage et ventilation haute et si nécessaire équipées de chicanes ou matériaux absorbants).

Les travaux particulièrement bruyants tels que le meulage, sciage, ébardage, etc... seront effectués, si cela est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux, bien clos et efficacement insonorisés.

Les poussières provenant du meulage ou du polissage seront captées et traitées de façon efficace de manière à ne pas gêner le voisinage par leur dispersion.

Les nettoyeurs haute pression ou appareillage équivalent seront équipés de clapets anti-retour destinés à éviter les retours éventuels d'eau souillée vers le réseau eau potable de la ville de BUZANCAIS.

Les eaux résiduelles de l'établissement seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du 6 Juin 1953 relative au rejet des eaux résiduelles des Installations Classées. Notamment, elles présenteront :

- . Un pH compris entre 5,5 et 8,5,
- . Une température inférieure à 30°C.

Ces eaux résiduelles devront également répondre aux caractéristiques et concentrations suivantes :

- . DCO inférieur à 120 milligrammes/litre (norme NF T 90-101) sauf dans le cas où les rejets sont effectués dans un réseau d'assainissement muni d'une station d'épuration.
- . Hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes/litre (norme NF T 90-203).
- . Métaux totaux inférieurs à 15 milligrammes/litre.

Article 10 - Prescriptions particulières applicables aux dépôts de liquides inflammables, local stockage de peinture :

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables devront répondre aux dispositions des circulaires du 17 Juillet 1973 et 17 Avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Le bâtiment de stockage des peintures et solvants sera affecté à l'usage exclusif de celles-ci. Il sera convenablement ventilé et les portes au nombre de 2 au minimum seront situées sur des faces opposées et s'ouvriront vers l'extérieur.

Les bâtiments ou aires de stockage des peintures, solvants ou liquides inflammables devront former cuvette de rétention étanche permettant la récupération de l'intégralité des liquides susceptibles d'y être répandus.

les bidons, réservoirs et fûts devront être stockés fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu.

Il est interdit pour de tels dépôts de provoquer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque, d'y fermer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du stockage ou sur l'extérieur des portes d'entrée ainsi qu'à l'intérieur du dépôt lui même.

Le local de stockage des peintures comportera au minimum les équipements et matériels suivants :

- 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 55 B disposés à proximité des issues,
- 1 poste d'eau équipé d'un tuyau et d'une lance à eau dont le robinet de commande sera d'accès très facile,
- 1 réserve de sable meuble d'au moins 1 m³.

Article 11 - Dispositions diverses :

L'exploitant devra pouvoir justifier qu'il s'est conformé aux prescriptions qui précèdent.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendraient nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation de l'arrêté est déposée en Mairie, sera affiché à la Mairie de **BUZANCAIS** et inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 12 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de **BUZANCAIS**, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Le Directeur Délégué

Gilbert MANDARD

Pour LE PRÉFET
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jacques LEBROT